

depuis l'entrée en vigueur de l'ALE et de l'ALENA. Cependant, d'aucuns ont fait remarquer que « plus d'inspecteurs inspectent plus » et qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème de ressources mais de l'utilisation de ces ressources. Certains participants au PCEU ont également demandé que les inspecteurs soient mieux formés à l'application des règlements de l'ALENA, qu'ils intéressent plus aux besoins des voyageurs d'affaires, et qu'ils se montrent plus courtois envers les touristes. Cependant, la plupart des parties intéressées estimaient que les inspecteurs faisaient un excellent travail, étant donné les ressources limitées dont ils disposent et les contraintes des politiques et lois qu'ils doivent appliquer.

Certains participants au PCEU ont comparé la situation à la frontière canado-américaine à la situation à la **frontière entre le Mexique et les États-Unis**. Ils ont fait remarquer qu'alors que le Canada a une seule frontière terrestre et que ses lois et politiques sont fonction de cette réalité, les États-Unis ont deux frontières terrestres. La situation à la frontière mexicaine influe considérablement sur les lois et politiques qui visent les deux frontières. Parallèlement, la situation radicalement différente aux deux frontières pour ce qui est du passage d'immigrants illégaux et du trafic de stupéfiants, et le fait que les Mexicains doivent être munis d'un visa américain (alors que ce n'est pas le cas de la plupart des visiteurs canadiens) expliquent qu'il y ait beaucoup moins d'inspecteurs américains à la frontière avec le Canada.

Les participants locaux au PCEU ont souligné que la situation aux deux frontières américaines n'est pas la même, et que les États-Unis devraient agir en conséquence. Ces participants ne voulaient surtout pas voir instituer à leur frontière des mesures